



**Conseil d'administration
du Programme des Nations Unies
pour le développement, du Fonds
des Nations Unies pour la population
et du Bureau des Nations Unies
pour les services d'appui aux projets**

Distr. générale
25 juin 2019
Français
Original : anglais

Deuxième session ordinaire de 2019

3-6 septembre 2019

Point 8 de l'ordre du jour provisoire

Questions financières, budgétaires et administratives

**Rapport du PNUD, du FNUAP et de l'UNOPS
sur les achats groupés**

Résumé

Le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), le Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP) et le Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets (UNOPS) poursuivent leur engagement en faveur des achats groupés. Ils lancent, soutiennent et participent à des actions et des initiatives partout dans le monde visant à tirer parti des avantages et des possibilités offerts par les achats groupés pour améliorer les pratiques des organismes participants en matière de passation des marchés, renforcer l'efficacité de leurs procédures et réduire leurs coûts.

Depuis le dernier rapport consacré à ces projets (DP-FPA-OPS/2018/1), les organismes susmentionnés ont continué d'élargir et de renforcer leurs exigences de communication interne, ce qui leur a permis de collecter plus d'informations quantitatives sur les achats groupés et de les analyser. Le présent rapport donne des précisions sur la diversité et la nature des opérations d'achats groupés réalisées au sein des trois organismes et réaffirme la valeur de l'initiative et l'engagement des entités participantes.

Il expose également les principaux résultats et conclusions des opérations d'achats groupés menées en 2018 et présente les initiatives en cours en 2019.

Le Conseil d'administration voudra sans doute prendre note du présent rapport et faire des observations sur les activités d'achats groupés menées en 2018 ainsi que sur celles en cours en 2019.



I. Introduction

1. Les initiatives d'achats groupés font partie des activités menées par les équipes chargées des achats du PNUD, du FNUAP et de l'UNOPS depuis 2011.
2. Les achats groupés sont effectués par le biais de plusieurs initiatives et activités, notamment :
 - a) le recours accru aux accords ou contrats existants d'autres organismes des Nations Unies ;
 - b) la mise en place et l'utilisation d'accords à long terme communs grâce à l'approche « organisme chef de file » ;
 - c) le recours aux services d'achat d'autres organismes des Nations Unies ou l'achat auprès de ces autres organismes ;
 - d) d'autres collaborations formelles avec les partenaires des Nations Unies, par exemple par le biais de :
 - i) la participation à une équipe chargée des achats groupés ;
 - ii) les activités d'achats communs ou groupés avec d'autres organismes (comme le partage des spécifications).
3. Les économies réalisées grâce aux initiatives d'achats groupés réduisent le coût des projets, soit directement, par des économies réelles, soit indirectement, à travers l'évitement de certains coûts. Ces économies et réductions des coûts sont obtenues en :
 - a) assurant l'optimisation des ressources grâce à une meilleure planification, au regroupement des besoins, à des remises et à un pouvoir de négociation plus important ;
 - b) améliorant la coordination, la cohérence et la planification à l'échelle de toutes les entités ;
 - c) réduisant les activités parallèles et les coûts de transaction ;
 - d) améliorant les relations avec les fournisseurs ;
 - e) rationalisant la gestion des risques liés aux achats ;
 - f) encourageant le concept d'« Unité d'action des Nations Unies » auprès du secteur privé ;
 - g) partageant les expériences, les informations, l'expertise et les enseignements en matière d'achats¹.
4. Le cas échéant, les économies ainsi réalisées sont réinvesties dans le projet ou dans des activités programmatiques. Les achats groupés, grâce aux économies qu'ils entraînent, permettent donc d'apporter un soutien plus important aux projets et aux programmes.
5. Depuis le lancement de l'initiative, les achats groupés interorganismes ont permis de réaliser d'importantes économies et d'offrir toute une série d'autres avantages dans l'ensemble du système des Nations Unies.
6. En 2018, les trois organismes ont poursuivi leur engagement en faveur de ces activités afin d'harmoniser leurs pratiques opérationnelles et d'améliorer l'efficacité

¹ *Harmonising United Nations Procurement: Common United Nations Procurement at the Country Level*, groupe de travail sur l'harmonisation du Réseau achats du Comité de haut niveau sur la gestion, mars 2015.

et l'efficacité des entités des Nations Unies chargées des achats. Comme indiqué dans les sections suivantes, diverses activités d'achats groupés sont en cours et d'autres sont prévus pour 2019. Ces initiatives reflètent le leadership et la participation du PNUD, du FNUAP et de l'UNOPS et leurs principaux résultats sont présentés ci-dessous.

II. Aperçu des activités d'achats groupés en 2018

7. En 2018, le PNUD, le FNUAP et l'UNOPS ont fait état d'un volume total de plus de 255 millions de dollars au titre de leurs initiatives et activités en matière d'achats groupés dans le monde. Ce volume n'inclut pas les données d'autres organismes des Nations Unies se fournissant auprès du PNUD, du FNUAP et de l'UNOPS (telles qu'elles sont présentées dans le Rapport statistique annuel de 2018 sur les achats des entités des Nations Unies). Le tableau 1 ci-dessous montre la part de chacun des trois organismes dans les initiatives et activités déclarées.

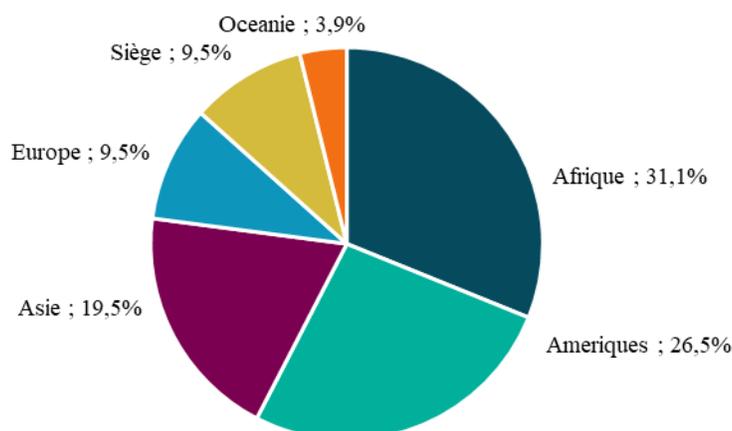
Tableau 1
Volume communiqué des activités d'achats groupés en 2018

<i>Organisme</i>	<i>Volume en 2018 (dollars É.-U.)</i>
PNUD	186 802 183
UNOPS	48 589 233
FNUAP	19 813 705
Total	255 205 121

Répartition des achats groupés suivant les régions

8. Alors que de nombreux marchés de grande taille sont négociés au niveau du siège des organismes, le volume des achats en commun est plus important à l'échelon des pays. Cette situation se retrouve dans les trois organismes, où les achats groupés effectués directement le biais de leurs projets, programmes et bureaux de pays représentent plus de 90 % du volume total. La figure 1 montre la répartition géographique de ces activités en 2018.

Figure 1
Répartition des achats groupés suivant les régions

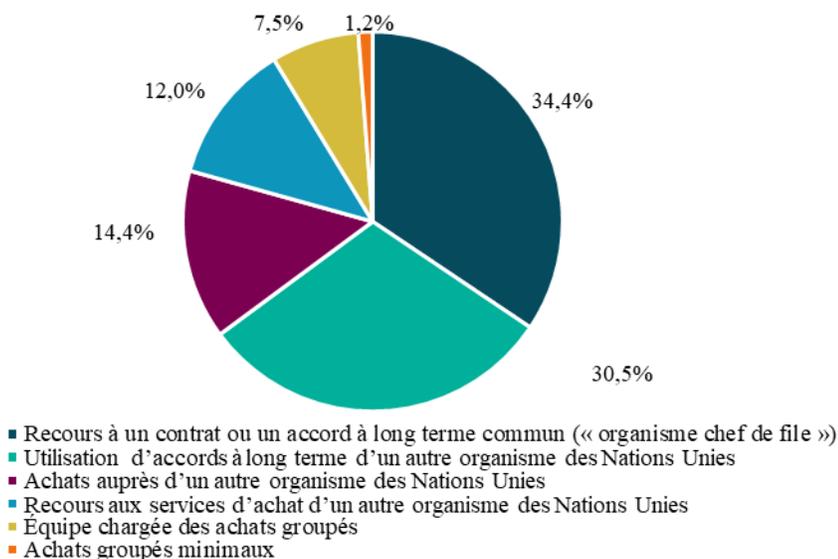


Catégories d'initiatives de collaboration

9. La figure 2 détaille le volume des initiatives et activités menées par le PNUD, le FNUAP et l'UNOPS en 2018, en fonction de six types d'achats groupés. Les achats effectués par le biais à la fois de contrats ou d'accords à long terme communs (« organisme chef de file ») et d'accords à long terme existants d'un autre organisme des Nations Unies représentaient près de 65 % des achats groupés en 2018 pour ces trois organismes.

Figure 2

Initiatives en matière d'achats groupés en 2018, classées par type



Principales catégories de produits achetés par le biais d'achats groupés

10. Dix principales catégories de biens et de services sont entrées pour 69 % dans le volume total des achats groupés en 2018. Les catégories de produits liées à l'exécution des projets et des programmes, telles que les médicaments et les produits pharmaceutiques, les véhicules à moteur, le transport de courrier et de marchandises, le matériel et les fournitures et accessoires de sport et de loisirs et la gestion environnementale, représentent près de la moitié (48 %) des dix principales catégories.

Tableau 2

Les dix principales catégories de biens et de services achetés par le biais d'achats groupés en 2018

Description de la catégorie (intitulé de famille tiré de la Classification normalisée des produits et services des Nations Unies)	Volume en 2018 Pourcentage du total général
Facilités de voyage	40 092 206 dollars ou 15,7 %
Médicaments et produits pharmaceutiques	26 841 886 dollars ou 10,5 %
Véhicules à moteur	26 618 552 dollars ou 10,4 %
Transport de courrier et de marchandises	18 526 983 dollars ou 7,3 %
Hôtels, hébergements et espaces de réunions	15 107 174 dollars ou 5,9 %
Équipements et accessoires informatiques	14 162 223 dollars ou 5,5 %

<i>Description de la catégorie (intitulé de famille tiré de la Classification normalisée des produits et services des Nations Unies)</i>	<i>Volume en 2018 Pourcentage du total général</i>
Transport de passagers	13 578 548 dollars ou 5,3 %
Services immobiliers	8 801 121 dollars ou 3,4 %
Équipements, fournitures et accessoires de sport et de loisirs	7 677 902 dollars ou 3,0 %
Gestion de l'environnement	5 184 675 dollars ou 2,0 %

Recours accru à des accords à long terme communs

11. Le recours aux accords à long terme est en hausse constante dans le système des Nations Unies, où les organismes :

a) **utilisent les contrats ou accords à long terme d'autres organismes des Nations Unies** afin de réduire les coûts administratifs, de bénéficier de taux préférentiels déjà négociés ou parfois de tirer parti de l'expertise de l'autre organisme concernant l'achat de certains groupes de produits ; ou

b) **coopèrent dans le cadre de procédures communes de passation des marchés (approche « organisme chef de file »)**. Lorsque des projets d'achat sont étroitement liés à des catégories de produits correspondant au mandat d'un organisme, donner à celui-ci le statut de chef de file contribue à l'amélioration du processus d'achat. Ce modèle est utilisé pour accroître les volumes d'achat afin d'obtenir des taux et des prix inaccessibles à un organisme seul. À terme, il pourrait minimiser les inefficacités et réduire la charge de travail pour tous les organismes participants.

Approche « organisme chef de file » et utilisation des contrats ou accords d'autres organismes

12. Soixante-cinq pour cent des initiatives de collaboration se sont appuyées soit sur une approche par « organisme chef de file » (34 %) soit sur le recours aux contrats ou accords d'autres organismes (31 %).

13. La majorité des initiatives communes s'appuyant sur une approche « organisme chef de file » ont concerné des catégories de biens et services utilisés pour l'administration au niveau des bureaux de pays. Les principales catégories d'achats dans le cadre de cette approche sont indiquées dans le tableau 3.

Tableau 3
Principales catégories de biens et de services achetés au moyen d'une approche « organisme chef de file » en 2018

<i>Catégories – approche « organisme chef de file »</i>	<i>Volume en 2018 (dollars É.-U.)</i>
Facilités de voyage	36 252 200
Hôtels, hébergements et espaces de réunions	13 629 532
Transport de courrier et de marchandises	12 712 792
Transport de passagers	4 806 858
Équipement et fournitures de nettoyage	3 707 806
Sécurité et sûreté personnelle	3 477 917
Instruments, produits, contrats et accords financiers	2 973 857
Combustibles	1 085 390
Banques et investissements	1 005 707
Fournitures de bureau	898 074

14. Les initiatives de collaboration s'appuyant sur l'utilisation de contrats ou d'accords d'un autre organisme concernent principalement les catégories d'achats associées à des programmes, telles que les médicaments et les produits pharmaceutiques, les véhicules à moteur, les équipements de laboratoire, de mesure et d'observation et les recherches en économie. Les premières catégories d'achat dans le cadre de cette approche sont indiquées dans le tableau 4 ci-après.

Tableau 4

Principales catégories de biens et de services achetés grâce à l'utilisation de contrats ou d'accords d'un autre organisme en 2018

<i>Catégories – utilisation de contrats ou d'accords d'un autre organisme</i>	<i>Volume en 2018 (dollars É.-U.)</i>
Médicaments et produits pharmaceutiques	18 093 888
Équipements et accessoires informatiques	11 143 393
Véhicules à moteur	8 601 927
Transport de passagers	4 986 528
Équipements de laboratoire, de mesure, d'observation et d'essai	3 326 935
Équipements pour l'impression et la publication	2 504 413
Comptabilité et services de tenue des livres	2 436 876
Facilités de voyage	2 162 163
Transport de courrier et de marchandises	1 543 397
Recherches en économie	1 499 366

Recours aux services d'achat d'autres organismes des Nations Unies

15. Dans certains lieux ou situations, il est préférable ou nécessaire pour un organisme des Nations Unies d'effectuer des achats directement auprès d'un autre organisme des Nations Unies, ou de demander à un autre organisme des Nations Unies de mener certaines activités d'achat pour son compte. Cette approche des achats groupés est particulièrement utile concernant les catégories de produits pour lesquelles il existe un mandat, une expertise reconnue ou des ressources disponibles pour l'achat de biens, de travaux ou de services particuliers.

16. En 2018, le PNUD, le FNUAP et l'UNOPS ont acheté pour plus de 36 millions de dollars de biens et services à un autre organisme des Nations Unies. Les « services immobiliers » pour la location de bureaux (9 millions de dollars), les « médicaments et produits pharmaceutiques » (6 millions de dollars) et le « transport de passagers » (4 millions de dollars) ont été les catégories d'achats les plus importantes.

Équipes chargées des achats groupés, collaboration formalisée et achats groupés minimaux

17. La formalisation de la passation de marchés en commun au niveau local, par le biais d'une équipe chargée des achats groupés ou par des activités collaboratives de recherche de fournisseurs, constitue un socle pour l'élaboration de nouvelles méthodes destinées à garantir que les achats continuent à ajouter de la valeur aux programmes et aux projets. Les équipes chargées des achats groupés identifient les besoins en matière d'achats au niveau local et élaborent des plans de travail pour la mise en œuvre d'activités conjointes de recherche des fournisseurs. En 2018, le PNUD, le FNUAP et l'UNOPS ont signalé avoir consacré plus de 22 millions de dollars à des activités auxquelles participaient des équipes chargées des achats

groupés ainsi qu'à la collaboration pour l'élaboration de spécifications et d'activités de recherche de fournisseurs.

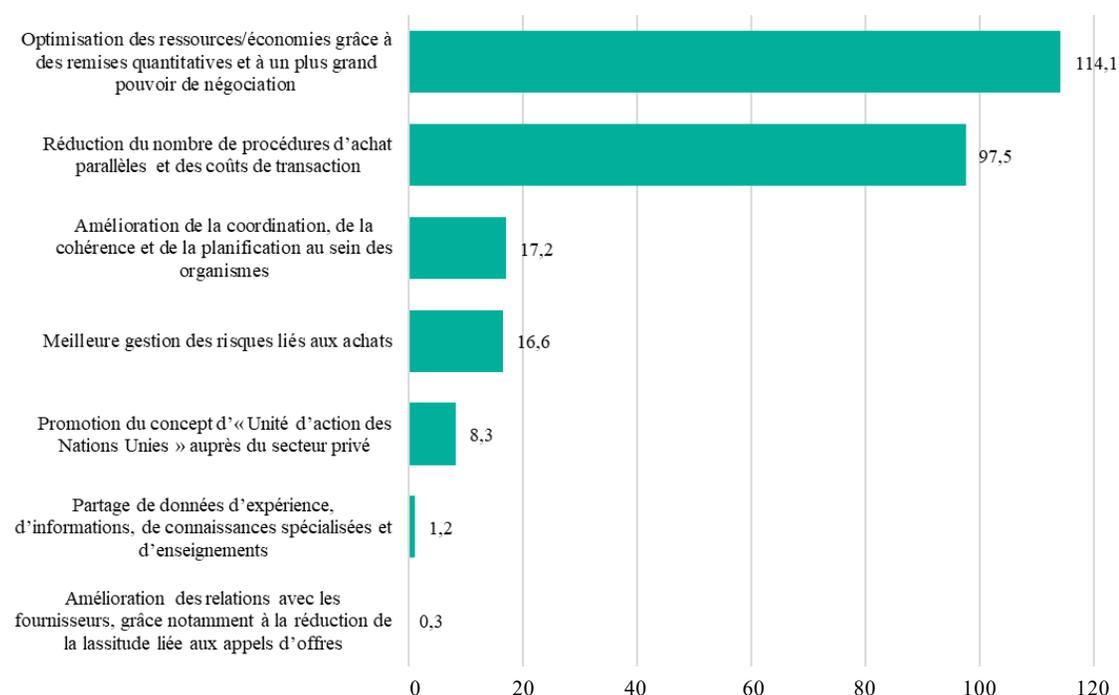
Avantages signalés des achats groupés

18. En 2018, le PNUD, le FNUAP et l'UNOPS ont signalé avoir tiré les avantages indiqués à la figure 3 des opérations d'achats groupés. Les avantages que sont l'optimisation des ressources et les économies d'échelle ainsi que la réduction du nombre de procédures d'achat parallèles et des coûts de transaction représentent 83 % du volume total des achats en collaboration.

Figure 3

Importance relative des différents types d'avantages en 2018

(En millions de dollars des États-Unis)



Portail mondial pour les fournisseurs des organismes des Nations Unies

19. L'Organisation des Nations Unies s'est engagée à ouvrir aux fournisseurs extérieurs l'accès à l'ensemble de ses procédures de passation des marchés, garantissant ainsi la libre concurrence et l'équité, conformément à la résolution 61/246 sur la réforme des achats. Le Portail mondial pour les fournisseurs des organismes des Nations Unies (UNGM) reste un précieux outil de passation de marchés en ligne pour la communauté des Nations Unies et offre à l'ensemble des fournisseurs au niveau mondial un accès au marché des achats de ces organismes ; c'est aussi une source d'information pour les fonctionnaires chargés des achats et d'autres parties prenantes. Le Portail est hébergé par l'UNOPS.

20. Vingt-neuf organismes des Nations Unies utilisent le Portail mondial comme base de données sur les fournisseurs, plus de 9 500 fonctionnaires des Nations Unies ayant accès au site et utilisant les fonctionnalités disponibles pour rechercher et évaluer les fournisseurs, créer des avis d'appel d'offres, attribuer les marchés et télécharger les accords à long terme, le cas échéant.

21. Quatorze organismes des Nations Unies ont intégré le fichier des fournisseurs de l'UNGM à leurs propres portails d'achats/d'appels d'offres électroniques et/ou à leur progiciel de gestion intégré. Plusieurs organismes utilisent les services Web et les interfaces de programmation d'applications de l'UNGM pour faire en sorte que tous les avis et les attributions de marchés soient publiés de manière centralisée sur le site Web du Portail. Par exemple, l'UNOPS s'est intégré au Portail et à sa plateforme électronique et publie ses attributions de marchés au moyen d'une interface de programmation d'applications sur le site Web de l'UNGM.

22. Depuis la mise en œuvre du projet de réforme de l'inscription des fournisseurs à la fin de 2013, le nombre de fournisseurs inscrits sur le Portail mondial – en particulier de pays en développement et de pays en transition – a considérablement augmenté (406 % depuis 2013). En particulier, seuls trois pays développés sont représentés dans les 10 premiers pays en termes de nombre de fournisseurs enregistrés : les États-Unis d'Amérique (1^{er}), le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord (4^e) et l'Italie (6^e). Les autres sont des pays en développement : Kenya (2^e), Inde (3^e), Chine (5^e), Colombie (7^e), Nigéria (8^e), Afghanistan (9^e) et Pakistan (10^e).

23. Le nombre de fournisseurs inscrits sur le Portail mondial s'élevait à plus de 188 000 en 2018. Les années précédentes, le nombre d'inscriptions de fournisseurs originaires de pays en développement et de pays en transition a progressivement dépassé le nombre d'inscriptions de fournisseurs originaires de pays développés. À l'heure actuelle, 72 % des fournisseurs inscrits sur le Portail mondial viennent de pays en développement ou de pays à économie en transition.

24. En 2018, un total de 11 377 appels d'offres ont été publiés sur le site de l'UNGM, soit une augmentation de 32 % par rapport à 2017. En outre, 219 520 fournisseurs ont fait part de leur intérêt pour une procédure d'adjudication avec un ou plusieurs des organismes intégrés. Seuls 2 682 contrats ont été publiés, dont 77 % par l'UNOPS en utilisant l'interface de programmation décrite plus haut.

25. Actuellement, 766 accords à long terme actifs sont inscrits sur la liste de l'UNGM, couvrant un large éventail de catégories. Le PNUD a publié 23 accords à long terme actifs, le FNUAP 92 et l'UNOPS 15.

26. Une attention particulière continue d'être accordée au développement des capacités d'interface du système afin de faciliter davantage l'intégration des systèmes électroniques d'achat et des progiciels de gestion intégré avec l'UNGM et d'accroître ainsi l'automatisation des procédures d'achats et des avis d'appel d'offres.

27. En outre, les fonctionnalités permettant aux organismes des Nations Unies d'échanger des informations sur les fournisseurs ayant fait l'objet de sanctions constituent également une priorité permanente. D'après l'UNGM, un total de 585 entreprises sont sanctionnées directement par les organismes des Nations Unies, en plus des sociétés radiées par le Groupe de la Banque mondiale et de celles figurant sur la Liste récapitulative relative aux sanctions imposées par le Conseil de sécurité de l'ONU.

III. Aperçu des activités en cours

L'UNOPS et ONU-Femmes élaborent le premier module de formation « Je tiens compte du genre dans les achats »

28. En 2018, l'UNOPS et l'Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes (ONU-Femmes) ont commencé à élaborer, en partenariat, le premier module de formation « Je tiens compte du genre dans les

achats », en s'appuyant sur les modules existants en matière de gestion des infrastructures et des projets. Le cours en ligne sera lancé en 2019 et portera sur des sujets clefs, notamment l'intégration de la dimension de genre dans les achats et les actions pratiques sur la manière dont les praticiens peuvent tirer parti de cette intégration. Ce cours, qui s'appuie sur l'expertise d'ONU-Femmes en matière d'intégration d'une perspective sexospécifique et sur l'expertise de l'UNOPS en matière d'achats responsables, sera accessible à tout le personnel des Nations Unies par le biais du centre de formation en ligne d'ONU-Femmes.

Les organismes des Nations Unies collaborent pour définir les « appels d'offres responsables »

29. Dans le cadre du groupe de travail sur les achats durables du Réseau achats du Comité de haut niveau sur la gestion, l'Organisation internationale du Travail (OIT), ONU-Femmes, l'Organisation du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires (OTICE), le PNUD, le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE), la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), le Groupe des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI), l'UNOPS et le Groupe de la Banque mondiale ont constitué une équipe spéciale chargée d'élaborer un cadre et une méthodologie pour suivre et mesurer systématiquement les « appels d'offres responsables » et faire rapport à ce sujet ; par exemple, le nombre d'appels d'offres qui ont tenu compte de considérations de durabilité sociale, environnementale ou économique. En 2018, le groupe de travail a identifié 12 indicateurs clefs pour déterminer un appel d'offres durable et a validé ce cadre par un essai pilote sur plus de 150 procédures lancées par huit organismes. À l'avenir, il s'emploiera à incorporer ce cadre dans l'UNGM pour identifier, parmi les appels d'offres téléchargés, ceux qui sont durables.

L'UNOPS, l'UNICEF et le PNUD progressent dans l'utilisation de considérations relatives au coût total de possession dans les appels d'offres

30. S'appuyant sur les travaux entrepris en 2017, l'UNOPS, l'UNICEF et le PNUD ont mis au point en 2018 des directives pratiques sur l'utilisation du coût total de possession dans le cadre des appels d'offres publics. En outre, des simulateurs de calcul complémentaires ont été mis au point pour des catégories spécifiques, notamment les technologies de l'information et des communications (ordinateurs, ordinateurs portables et imprimantes) et les véhicules. Pour valider ces outils, l'UNOPS a mené plusieurs projets pilotes en Amérique du Sud, en Afrique et en Europe, et les enseignements tirés ont été recueillis. Ces études de cas sont en cours d'intégration dans le matériel d'orientation. Le document d'orientation et les simulateurs de calcul seront disponibles sur la page Achats responsables du centre de connaissances de l'UNGM, accessible à tous les fonctionnaires des Nations Unies chargés des achats.

Poursuite du leadership en matière de formation aux procédures responsables en matière de passation des marchés

31. L'UNOPS continue d'offrir son cours phare de formation sur les achats responsables à toutes les entités des Nations Unies et à leurs affiliés. Élaboré en partenariat avec le PNUE et le Centre international de formation de l'OIT (CIF-OIT), ce cours s'appuie sur le cours existant « Acheter pour un monde meilleur : Guide des achats responsables pour le système des Nations Unies » et est actuellement dispensé en français, anglais et espagnol. Par le passé, l'UNOPS a dispensé une formation à plus de 20 organismes, l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) et le Fonds monétaire international (FMI) et l'Agence coréenne

de coopération internationale lui a récemment demandé de faire bénéficier de cette formation son personnel des achats.

Version améliorée du Rapport statistique annuel sur les achats des entités des Nations Unies

32. Agissant au nom des organismes des Nations Unies, l'UNOPS lancera une nouvelle version améliorée du rapport statistique annuel en ligne, qui contiendra des tableaux de bord de données plus interactifs, conviviaux et dynamiques. Ce projet, financé par la Division des achats de l'ONU, aide les organismes des Nations Unies, les États Membres, les donateurs, les fournisseurs et les autres parties prenantes à tirer un meilleur parti du rapport, et permet aux utilisateurs d'économiser plus de 250 000 dollars par an en analysant et téléchargeant à temps les informations importantes qui y sont contenues.

Méthode commune pour la réalisation d'économies en matière d'achats

33. L'UNOPS pilote un projet au nom du Réseau achats du Comité de haut niveau sur la gestion visant à définir et à approuver une méthode à l'échelle du système des Nations Unies pour réaliser des économies en matière d'achats et créer de la valeur. Cette méthode, qui sera finalisée en 2019, favorisera une démarche cohérente pour définir, saisir et calculer les économies réalisées sur les achats dans tous les organismes des Nations Unies et pour en rendre compte aux partenaires, aux donateurs, aux États Membres et aux autres parties prenantes.

Groupe de travail sur l'informatique cognitive au service des achats du Réseau achats du Groupe de haut niveau sur la gestion

34. Le Réseau achats du Comité de haut niveau sur la gestion a créé un groupe de travail sur l'informatique cognitive au service de la gestion, qui est présidé par l'UNOPS et qui vise à étudier les possibilités d'application des nouvelles technologies perturbatrices, telles que l'intelligence artificielle et l'automatisation des processus robotiques, dans l'ensemble de la chaîne logistique des Nations Unies. Le groupe s'attachera principalement à évaluer la situation actuelle dans le système des Nations Unies, les débouchés ainsi que l'applicabilité, l'extensibilité et la facilité d'application de ces solutions pour améliorer la qualité et l'efficacité des achats de l'ONU.

Le PNUD fournit des services d'achat aux organismes des Nations Unies résidents et non résidents.

35. En 2018, le PNUD a fourni aux organismes des Nations Unies des services d'achat à hauteur de 290 millions de dollars par l'intermédiaire du Compte de compensation des services, ce qui représente 13,6 % du montant de 2,1 milliards de dollars correspondant au volume des achats directement effectués par le PNUD, tel qu'indiqué dans le rapport statistique annuel sur les achats des entités des Nations Unies.

Le PNUD contribue à l'efficacité opérationnelle du système des Nations Unies au niveau des bureaux de pays

36. Entre 2016 et 2018, le PNUD a piloté les procédures de passation des marchés visant à établir des accords à long terme pour la gestion des voyages d'un montant de 327 millions de dollars dans 40 bureaux de pays. Au cours de la même période, il a piloté les procédures communes de passation des marchés pour des services de sécurité d'une valeur de 50 millions de dollars dans 25 pays. Grâce à ces activités,

des remises quantitatives ont été obtenues, des économies d'échelle ont été réalisées et l'efficacité opérationnelle du système des Nations Unies s'est améliorée.

Le PNUD pilote des initiatives stratégiques à caractère commercial aux Fidji

37. Le PNUD pilote les efforts faits par l'UNICEF, le FNUAP, ONU-Femmes, l'Organisation mondiale de la santé (OMS), l'OIT, le Bureau des Nations Unies pour la prévention des catastrophes (UNISDR), le Bureau de la coordination des affaires humanitaires (OCHA), le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme et le Programme alimentaire mondial (PAM) pour établir des accords à long terme communs dans les secteurs de l'hôtellerie/des conférences, de l'imprimerie, de la conception, de la location de voitures et de la papeterie, dans le cadre d'initiatives stratégiques à caractère commercial. Parmi ces initiatives figurent la normalisation des honoraires mensuels forfaitaires pour les consultants à long terme et le barème d'honoraires des consultants individuels locaux. L'objectif est de réaliser des économies considérables, d'uniformiser les procédures et les tarifs d'achat dans tous les organismes des Nations Unies aux Fidji, d'accélérer les délais d'exécution avec les fournisseurs spécialisés et de favoriser le positionnement préférentiel et la réduction des risques.

Le FNUAP et l'UNICEF achètent conjointement du mobilier hospitalier

38. Le FNUAP continue de renforcer sa collaboration avec l'UNICEF pour l'achat de mobilier hospitalier. Les deux organismes ont mis en évidence les produits et services qui font double emploi dans leurs opérations, afin de mettre en commun leurs ressources et d'améliorer les réalisations obtenues par le biais de procédures conjointes. Le résultat de cette initiative a été l'élaboration de la troisième procédure commune de passation de marchés pour l'acquisition de mobilier hospitalier. En 2019, le FNUAP et l'UNICEF mettront au point une procédure commune de passation des marchés pour les modèles anatomiques.

Utilisation par le FNUAP des services du PNUD pour l'approbation et le contrôle des marchés

39. Le FNUAP et le PNUD ont signé un mémorandum d'accord qui permet au FNUAP d'accéder au système en ligne du Comité des marchés, du matériel et des achats du PNUD. En vertu de cet accord, les bureaux de pays du FNUAP peuvent utiliser les services en ligne du PNUD pour l'examen et l'approbation des dossiers d'achat conformément aux seuils et procédures d'achat du FNUAP. En 2018, le PNUD a examiné 1,4 million de dollars de dossiers d'achat du FNUAP. Cette collaboration a permis au FNUAP d'éviter les doubles emplois en utilisant les services existants d'un autre organisme des Nations Unies. Les deux organismes ont l'intention de poursuivre cette collaboration en 2019.

Achats en commun de matériels de diagnostic

40. Le PNUD collabore avec l'UNICEF et l'OMS pour l'achat en commun de matériels de diagnostic dans le cadre de projets du Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme (charge virale, lieux de soins, trousse de diagnostic rapide) d'une valeur d'environ 10 millions de dollars, qui doivent être finalisés en 2019.

Le PNUD préside des conférences conjointes de fournisseurs en Somalie

41. Le PNUD préside le groupe de travail Unité d'action des Nations Unies en matière d'achats, qui relève de l'équipe de gestion des opérations en Somalie. Le PNUD, l'UNICEF, l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et

l'agriculture (FAO), le Bureau de la coordination des affaires humanitaires, le Bureau d'appui des Nations Unies en Somalie (UNSOS), le PAM et le Programme des Nations Unies pour les établissements humains (ONU-Habitat) nouent des relations avec des fournisseurs locaux pour leur apprendre comment faire des affaires avec les entités des Nations Unies.

42. Les organismes ont tenu une conférence des fournisseurs à Mogadiscio en mai 2018, à laquelle ont assisté 300 entreprises. Deux autres conférences des fournisseurs se sont tenues au Puntland et au Somaliland en février 2019 pour 120 et 150 entreprises, respectivement. Elles ont permis de renforcer les capacités en matière d'achats, d'élargir les fichiers de fournisseurs, d'accroître le nombre de fournisseurs locaux inscrits sur les listes de fournisseurs, d'améliorer la qualité des soumissions et de réduire les risques liés aux achats tels que la collusion et les pratiques frauduleuses.

Couverture de nouvelles catégories par le Web Buy Plus

43. En 2018, l'UNOPS a continué d'appuyer les organismes des Nations Unies par le biais de sa plate-forme de commerce électronique UN Web Buy Plus. Les organismes des Nations Unies ont acheté pour 11 millions de dollars de véhicules, de groupes électrogènes, de machines de construction et de matériel agricole. En 2019, l'UNOPS continuera d'élargir son catalogue en mettant l'accent sur les options durables. Parmi les nouvelles catégories prévues figurent les détecteurs de métaux et de mines, les bus électriques, les systèmes solaires photovoltaïques et les dispensaires mobiles avancés. L'UNOPS s'adressera également à d'autres organismes des Nations Unies pour discuter de la possibilité d'héberger leurs accords à long terme, tout en recherchant des moyens d'accroître l'intégration avec l'UNGM.

Le PNUD pilote des procédures communes de passation des marchés pour des initiatives de réduction des coûts et de sécurité au Zimbabwe

44. En 2019, le PNUD sert d'organisme chef de file au FNUAP, à l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (ONUDC) et à ONU-Femmes dans une procédure commune de passation des marchés visant la conclusion d'un accord à long terme pour la fourniture et la maintenance de plans de bureaux. Le PNUD, le FNUAP, l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO), ONU-Femmes, la FAO et le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) collaborent à l'acquisition d'un système de suivi des véhicules ; et le PNUD, l'UNICEF, l'OMS, le PAM, la FAO, le FNUAP, l'UNESCO, le HCR et l'ONUDC collaborent dans le domaine de la sécurité des bureaux et des logements.

Services de voyages locaux au Brésil

45. La FAO, l'OIT, ONU-Femmes, le PNUD, le PNUE, l'UNESCO, le FNUAP, le HCR, l'UNICEF, l'UNODC, l'UNOPS, le PAM et l'OMS collaborent pour l'achat de services de voyage locaux auprès de tiers au Brésil (l'OMS est l'organisme chef de file). Cet accord à long terme devrait permettre d'accroître la transparence, de réaliser des économies de temps et d'argent et d'améliorer la gestion du rendement grâce à des indicateurs normalisés dans tous les organismes participants.

Accord à long terme commun pour les articles de marque en Ukraine

46. L'Organisation internationale pour les migrations (OIM), ONU Femmes, le PNUD, le FNUAP, l'UNICEF et l'UNOPS participent à une initiative visant à mettre en place un accord à long terme local concernant l'imprimerie et la production de produits de marque en Ukraine. L'UNOPS jouera le rôle d'organisme chef de file dans la procédure d'établissement d'un accord d'une durée d'un an, avec possibilité de prolongement.

Accord à long terme pour des services de véhicules au Costa Rica

47. Le PNUD, l'UNESCO et l'UNOPS sont en train de mettre au point un système en collaboration pour les services de location de véhicules au Costa Rica (l'UNOPS est l'organisme chef de file). Le processus a débuté en décembre 2018 et est actuellement dans sa phase finale. Les avantages escomptés de cette initiative sont l'optimisation des ressources, les économies d'échelle et l'amélioration de la surveillance.

Collaboration avec des partenaires extérieurs au système des Nations Unies*Le PNUD renforce les capacités d'achat du système des Nations Unies et des administrations nationales*

48. Le PNUD, en coopération avec le Chartered Institute of Purchasing and Supply (CIPS), principale institution de qualification du secteur, a mis en place un programme de certification des achats PNUD/CIPS sur mesure pour les niveaux 2, 3 et 4, en parfaite conformité avec les normes internationales de qualification. Le programme est proposé à tous les organismes des Nations Unies, gouvernements et organisations non gouvernementales (ONG) pour la professionnalisation de la fonction achats dans le système des Nations Unies et dans le secteur public. En 2018, le PNUD a certifié avec succès 613 fonctionnaires des gouvernements partenaires, 623 fonctionnaires des Nations Unies et 342 fonctionnaires du PNUD dans le cadre des cours de formation aux achats du PNUD/CIPS, ce qui témoigne d'une demande constante pour ces services.

S'engager avec les fabricants et les fournisseurs en faveur de produits de santé durables

49. Par le biais de l'équipe d'appui à la mise en œuvre du Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme (GF-HIST), le PNUD fournit un appui aux pays qui exécutent des programmes de santé à grande échelle dans des contextes à haut risque et renforcent leurs capacités. Commencé avec un projet pilote en 2015 et un accord à long terme avec cinq fournisseurs de médicaments antirétroviraux, le PNUD a influé sur pratiques d'achat en faisant évoluer les installations de production vers des certifications ISO de gestion environnementale, en optimisant l'emballage des produits pharmaceutiques (-29 %) et en réduisant les émissions de CO₂ des envois de fret (-57 %). En conséquence, le programme a permis de réduire les incidences sur l'environnement grâce à un partenariat avec les fabricants, les transitaires et les autorités réglementaires nationales, et d'économiser jusqu'à 8 millions de dollars.

50. Sur la base du succès du projet pilote, la GF-HIST du PNUD élaborera la même approche avec 10 fabricants d'antirétroviraux dans le cadre d'accords à long terme pour une valeur combinée de 300 millions de dollars sur les trois prochaines années. Le nouveau cadre des accords à long terme institutionnalise l'approche des partenariats pour le changement dans les procédures d'achat et d'engagement et le cycle de vie des contrats, et exige des fabricants et des transitaires qu'ils fournissent des données qualitatives et quantitatives. Les informations sont utilisées dans le cadre des activités de suivi et d'évaluation des programmes au moyen de l'informatique décisionnelle, de l'évaluation des risques et de l'analyse du portefeuille dans les zones sensibles recensées, afin d'apporter de nouvelles améliorations. Une fois ces mécanismes et outils en place, le PNUD continuera d'évaluer, de mesurer et de fournir un appui spécifique à l'innovation et à l'adoption progressive de pratiques de fabrication et d'achat responsables en matière de santé.

Cluster logistique en République arabe syrienne

51. La collaboration avec le Groupe de la logistique du Comité permanent interorganisations en République arabe syrienne a été essentielle pour la conduite des opérations d'approvisionnement du bureau du FNUAP dans le pays en 2018. Le Cluster logistique a fourni gratuitement des services d'entreposage et de transport intérieur pendant la crise, ce qui a permis des économies d'environ 150 000 dollars. En outre, il a fait don d'unités préfabriquées, d'unités de stockage mobiles, de groupes électrogènes et de carburant à ses partenaires d'exécution. Cette collaboration a aidé le bureau de pays du FNUAP à réduire ses coûts tout en maintenant ses opérations dans l'ensemble du pays.

Gestion des données d'enregistrement de l'UNFPA et de l'USAID

52. La gestion des données d'enregistrement du FNUAP et la gestion des achats et des approvisionnements de l'Agence des États-Unis pour le développement international (USAID) font partie d'un processus de collaboration visant à élaborer une plate-forme commune d'enregistrement des contraceptifs pour les parties prenantes internes du Programme de la chaîne mondiale d'approvisionnement en santé (GHSC) du FNUAP et de l'USAID. L'initiative est un projet en deux phases qui commence par l'élaboration d'un modèle de tableur suivi d'une plate-forme en ligne qui reliera le Global Family Planning Visibility and Analytics Network (Global FPVAN), le FNUAP et les catalogues de gestion des achats et des stocks de l'USAID. Le projet permettra aux acheteurs d'identifier les lacunes de leur portefeuille et aux fournisseurs de normaliser leurs informations d'enregistrement avec le FNUAP et l'USAID. Il devrait réduire le temps que les fournisseurs consacrent à leur enregistrement, garantir des informations communes sur l'enregistrement et simplifier l'analyse des données historiques et des exigences actuelles des pays.

Projet d'harmonisation des emballages

53. Le FNUAP et l'USAID ont mis la dernière main au projet d'harmonisation de l'emballage des contraceptifs hormonaux et non hormonaux, dans le cadre de la gestion des achats et des stocks. L'objectif de l'initiative était de mettre en évidence les configurations d'emballage optimales pour les principaux produits en fonction des besoins du programme de pays. Le projet comportait deux produits livrables. Il s'agissait tout d'abord d'analyser les différents conditionnements des contraceptifs hormonaux et non hormonaux. Dans une deuxième étape, on s'est concentré sur la réalisation d'études de cas de pays appuyées par des visites sur place. Les résultats sont résumés par catégorie de produits dans un document interne intitulé « Rationalisation de l'emballage des contraceptifs et des préservatifs » finalisé en février 2019.

Achats communs de préservatifs et de lubrifiants par le FNUAF et le Fonds mondial

54. En 2015, le FNUAP et le Fonds mondial ont signé un accord aux termes duquel l'achat de préservatifs masculins et féminins et de lubrifiants pour les principaux bénéficiaires du Fonds mondial serait effectué par le biais du FNUAP. Ce volume supplémentaire a accru l'influence du FNUAP en matière d'achats et lui a permis d'économiser 656 000 dollars de plus en 2018. Ces économies ont profité aux deux organismes.

IV. Conclusion

55. Le PNUD, le FNUAP et l'UNOPS ont continué de mettre l'accent sur les achats groupés en 2018, en lançant des initiatives et des activités à l'échelle mondiale, en

les soutenant et en y participant afin de réaliser des économies et des gains d'efficacité. Comme le montre le présent rapport, ces initiatives et activités ne sont pas seulement de nature administrative – comme ce fut le cas lors de leur lancement en 2011 – mais couvrent un large éventail de produits et de secteurs en soutien direct aux projets et programmes.

56. Les initiatives de passation commune des marchés continuent de résulter en des avantages tangibles et intangibles pour le PNUD, le FNUAP, l'UNOPS et les autres organismes des Nations Unies participants. Il s'agit notamment de réaliser des économies, d'éviter les coûts, d'éliminer les doubles emplois et d'accroître la cohérence, ce qui permettra de renforcer les achats au titre des projets et des bureaux de pays.

57. Le PNUD, le FNUPA et l'UNOPS continueront de tirer parti des possibilités de passation en commun des marchés aux niveaux central et régional, toujours plus déterminés à œuvrer ensemble pour exploiter les possibilités dans un large éventail de produits et partager toutes les retombées positives avec l'ensemble des organismes des Nations Unies.
